



Processus de Rabat

Dialogue Euro-Africain sur la
Migration et le Développement

Réunion Thématique

Promouvoir les effets positifs de la migration régulière pour le développement durable : le rôle de l'entrepreneuriat et de l'engagement avec la diaspora

Document
final

15-16 mai 2024

Lisbonne, Portugal

Feira Internacional de Lisboa

R. do Bojador, 1998-010 Lisboa



REPÚBLICA
PORTUGUESA



AGÊNCIA PARA A
INTEGRAÇÃO
MIGRAÇÕES E ASILO



République du Sénégal
un Peuple, un But, une Foi

Sous la co-présidence du Portugal et du Sénégal

Projet financé par l'Union européenne



Projet mis en œuvre par l'ICMPD



Dans le cadre du programme de soutien au Dialogue Afrique-UE sur les migrations et la mobilité (MMD)

Introduction

Réunion thématique sur les effets positifs de la migration régulière pour le développement durable : le rôle de l'entrepreneuriat et de l'engagement avec la diaspora :

- Fait écho à l'Objectif 1 (Action 3) du Plan d'action de Cadix 2023-2027 ;
- Co-présidée par le Portugal et le Sénégal, en étroite collaboration avec le Nigeria, pays référent du Domaine 1 du cadre stratégique du Dialogue ;
- Pour la première fois, un événement parallèle avec des organisations de la société civile (OSC) a été organisé dans le but de fournir un lieu d'échanges et de dialogue entre les pays partenaires du Processus de Rabat et les OSC issues de la diaspora ;
- La réunion a attiré un public varié d'environ 110 participants, provenant notamment de 33 pays européens et africains.

Objectifs de la réunion thématique :

- Identifier des exemples de bonnes pratiques et des études de cas issus de différents gouvernements et organisations visant à faciliter l'engagement de la diaspora et l'entrepreneuriat dans les pays d'origine, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes ;
- Identifier les obstacles et les barrières existants qui peuvent entraver l'engagement de la diaspora et explorer des recommandations pour les minimiser ;
- Identifier des stratégies et politiques fondées sur des données probantes qui favorisent le dialogue entre pays d'origine et de destination afin de promouvoir le transfert de compétences, de connaissances et de ressources vers les pays d'origine.
- Renforcer le dialogue entre les pays d'origine et de destination afin de favoriser le transfert de connaissances et de ressources.

Résultats attendus de la réunion thématique :

- Meilleures connaissances d'expériences liées à l'impact positif de la migration régulière pour le développement durable à travers la promotion de l'entrepreneuriat et de l'engagement avec la diaspora ;
- Sensibilisation accrue au rôle des diasporas pour le développement ;
- Recommandations sur les pistes à explorer pour augmenter le potentiel de l'impact positif de la migration pour le développement durable des pays d'origine, et améliorer particulièrement les pratiques et politiques de la diaspora.

Ce document donne un aperçu des principales discussions et **conclusions de la réunion thématique**, ainsi que des **bonnes pratiques**, des **défis** et des **recommandations** mis en avant par les participants, liés au rôle des diasporas pour le développement durable de pays d'origine, de transit et de destination.

1) Cérémonie d'ouverture de haut niveau

La **cérémonie d'ouverture de haut niveau** s'est déroulée en présence de S.E. Rui Armino Freitas, Secrétaire d'État Adjoint à la Présidence du Portugal ; S.E. Amadou Chérif Diouf, Secrétaire d'État aux Sénégalais de l'Extérieur ; Michele Amedeo, Responsable Adjoint de l'Unité Migration de la DG NEAR) de la Commission européenne ; et Monica Zanette, Responsable des initiatives panafricaines au sein du Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD).

Le haut représentant portugais a souligné la nécessité de développer les conditions qui permettent aux migrants de devenir des **acteurs du changement** et des promoteurs du développement durable, de la création d'emplois, de l'innovation et de la diffusion de leur culture.

Dans la même veine, le Sénégal a rappelé le rôle primordial des diasporas dans la **création d'emplois** dans les pays d'origine des migrants, notamment parmi les jeunes et les femmes. Ainsi, le gouvernement du Sénégal a renforcé ses dispositifs d'appui pour accompagner sa diaspora, à l'image du **Plan d'action** en préparation qui visera à mieux orienter les contributions des Sénégalais résidant à l'étranger vers le développement national à travers une banque dédiée.

Le représentant de l'Union européenne a indiqué que les membres de la diaspora jouent un **rôle essentiel dans le développement de leur pays d'origine** : d'une part, en tant qu'investisseurs directs et entrepreneurs ; d'autre part, en tant que moteurs du développement du capital humain et du transfert de connaissances et de technologies, ainsi qu'en favorisant les relations socioculturelles et humaines entre l'Afrique et l'Europe.

Lors de cette cérémonie d'ouverture, il a été rappelé que le **Processus de Rabat** n'a cessé de promouvoir, depuis sa création, les effets positifs de la migration régulière sur le développement durable et le rôle clé de la diaspora pour les pays d'origine, de transit et de destination, comme cela est rappelé dans la Déclaration et le Plan d'action de Cadix adoptés en décembre 2022.

Enfin, les intervenants de haut niveau ont salué l'initiative visant à valoriser, par le biais d'un événement spécifique, le travail important réalisé par les **organisations de la société civile** issues de la diaspora qui sont des **partenaires clés** dans le succès des politiques destinées à promouvoir une relation positive entre la migration et le développement durable.

2) Capitaliser sur les résultats du Dialogue dans le domaine de la migration et du développement

Le nexus migration-développement, et plus particulièrement l'implication et la mobilisation des diasporas, s'est imposé comme une **problématique centrale** depuis la création du Processus de Rabat, en 2006. Le renforcement du lien entre migration et développement constitue un domaine prioritaire et une caractéristique spécifique du Dialogue, comme le souligne le Plan d'action de Cadix dans son objectif 1 qui vise à « maximiser l'impact positif de la migration régulière », en particulier pour les jeunes et les femmes entre et au sein de l'Europe, de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

Au fil des années, les thématiques suivantes ont été abordées par le biais de réunions thématiques, d'outils de connaissances ou encore de documents stratégiques :

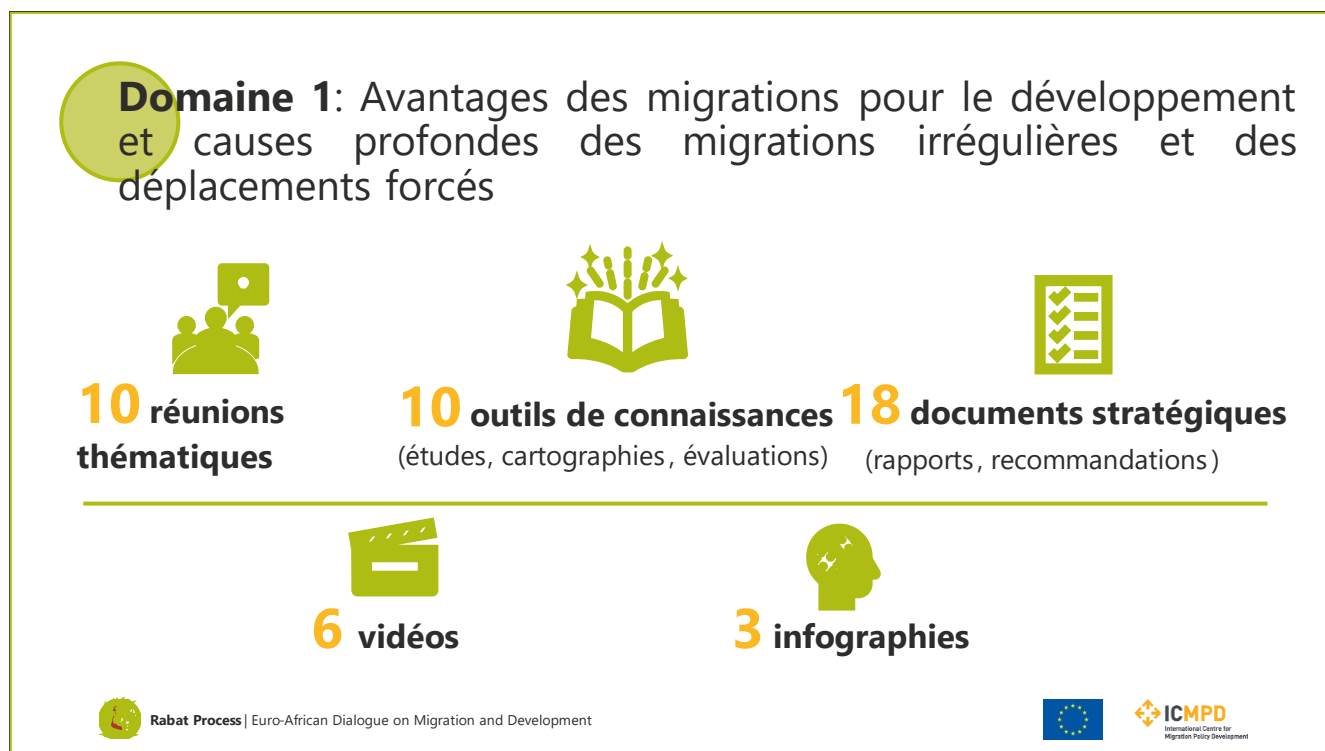
- **L'engagement avec la diaspora**, particulièrement en lien avec l'entrepreneuriat et l'investissement ;
- **Les transferts de fonds**, leur facilitation ainsi que leur contribution au développement durable des pays d'origine, de transit et de destination ;
- Le lien entre la migration et le développement, avec une attention particulière portée aux contributions **de la diaspora, des jeunes et des femmes**.

Les activités entreprises par le Processus de Rabat au cours des dernières années ont abouti à un certain nombre de **réalisations concrètes** :

- La **présentation de nombreuses initiatives, programmes et politiques** qui ont permis aux différents partenaires de mieux connaître les pratiques de leurs homologues et, dans certains cas, de les répliquer avec succès ;
- Les réunions et événements ont toujours été accompagnés, en amont ou en aval, par des **produits de connaissance** et des recommandations concrètes, afin que le Processus de Rabat soit un **dialogue fondé sur des données probantes** ;
- Des **échanges fréquents entre les différentes parties prenantes** (gouvernements, experts, chercheurs, société civile, organisations internationales), ont permis de faciliter le dialogue entre des acteurs qui ne sont pas souvent en contact les uns avec les autres ;

- Ces différentes activités ont permis de **maintenir la question de la migration et du développement à l'ordre du jour** dans les pays partenaires européens et africains, en adoptant toujours une approche positive et constructive.
- Le **suivi des conclusions et des recommandations** des réunions thématiques et techniques est fondamental et indispensable pour parvenir à des résultats tangibles, faciliter les processus décisionnels et influencer sur l'élaboration des politiques.

Récapitulatif des activités réalisées en lien avec le Domaine 1 « Migration et Développement »



3) Planter le décor : où en sommes-nous et qu'avons-nous appris ?

Le premier panel a permis de présenter les **tendances récentes** en matière d'engagement avec la diaspora, en mettant en lumière des **travaux de recherche** ainsi que des **initiatives et projets** portés à la fois par des pays partenaires du Processus de Rabat et par des associations issues de la diaspora.

Tendances récentes en matière d'engagement avec les diasporas

Selon les **données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)** l'engagement de la diaspora dans le développement national constitue une priorité pour de nombreux pays et se matérialise principalement par l'élaboration de stratégies liant migration et développement.

L'OCDE a mis en place une **base de données des Plans nationaux de développement (PND)** dans 108 pays du monde de 1997 à 2023. Il en ressort les informations suivantes :

- Plus de 17 % du total des références (661 sur 3863) concernent les diasporas, ce qui en fait le deuxième terme clé le plus fréquent après la migration.
- 48 % des Plans nationaux de développement analysés contiennent des références aux diasporas (76 sur 158 PND) ;
- 56 % des pays analysés font référence à la diaspora dans leur PND (60 sur 108 pays).

Il existe plusieurs façons d'engager la diaspora dans les pays d'origine et de destination :

- **Réformes institutionnelles et coordination :**

- La Gambie a créé une Direction de la diaspora pour coordonner le travail du gouvernement en vue d'optimiser l'apport de la diaspora et les contributions au développement national.
- Le Ghana a transféré le Bureau des affaires de la diaspora du Ministère des Affaires étrangères vers le Bureau du Président, dans le cadre de leur Programme coordonné des politiques de développement économique et social (CPESDP) pour la période 2017-2024.
- Le Kenya a créé un Conseil national de la diaspora (NADICOK), composé de plusieurs organismes gouvernementaux, et chargé du contrôle, de l'évaluation et du développement du plan d'action national.

- **Besoin de stratégies impliquant les diasporas :**

- Le Cameroun a mis en place une stratégie en direction de sa diaspora par 1) la création d'un cadre pour un dialogue permanent entre le gouvernement et les entreprises issues de la diaspora ; 2) la création d'une institution spécialisée chargée des questions de la diaspora ; 3) la gestion efficace de la double nationalité et de l'amélioration des systèmes bancaires pour faciliter les transferts de fonds et l'octroi de prêts et 4) des campagnes pour renforcer l'unité nationale et les moyens de soutenir la diaspora (par exemple les services consulaires).

- **Engager les diasporas dans les pays de destination :**

- Le Niger a renforcé l'intégration de la diaspora dans les pays de destination afin de renforcer son rôle en tant qu'acteur du développement.
- Le Cabo Verde a accompagné l'intégration, le bien-être et l'autonomisation de la diaspora (et de ses descendants) dans les pays de destination en termes sociaux, économiques et politiques.

Selon le **Migration Policy Institute (MPI)**, les pays de destination ont tendance à adopter **deux types d'approches**¹ en matière d'engagement avec les diasporas, bien que la réalité soit plus diverse :

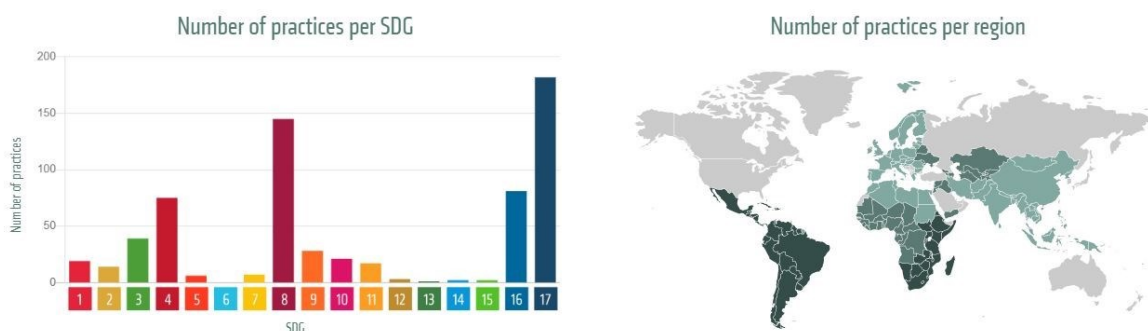
- La logique de co-développement permettant de relier la diaspora avec son pays d'origine ;
- L'approche par effet de levier : les diasporas sont vues comme des ressources pour stimuler les priorités en termes de développement.

Les discussions manquent souvent de nuances lorsque l'on évoque **la FinTech**² qui constitue un domaine varié, incluant notamment les crypto-monnaies et les services bancaires mobiles. La FinTech peut être un bon outil pour connecter les destinataires des transferts de fonds à d'autres services, mais cela comporte également des risques : l'utilisation de ces services nécessite un niveau élevé de connaissances financières et numériques ainsi que des risques d'endettement.

¹ MPI research, April 2022, [Destination-country policies to foster diaspora engagement in development](#)

² MPI research, February 2024, [Leaving no one behind: Inclusive Fintech for remittances](#)

La cartographie mondiale sur l'engagement de la diaspora mise en place par EUDiF



La [base de données](#) mise en place dans le cadre de la Facilité mondiale de l'UE pour la Diaspora (EUDiF)³ compte aujourd'hui plus de **350 pratiques relatives à l'engagement des diasporas dans le monde** et d'autres seront ajoutées dans les mois à venir. La base de données est consultable par secteur d'engagement avec la diaspora, par objectif de développement durable (ODD), par région et/ou par pays. Elle a été élaborée sur la base d'une cartographie mondiale de l'engagement de la diaspora comprenant 120 pays.

Initiatives et projets en faveur de l'engagement des diasporas

Ashoka, acteur de changement, en lien avec les diasporas

Nommée par Forbes comme l'une des organisations les plus innovantes et impactantes, Ashoka dispose aujourd'hui de 6 bureaux régionaux en Afrique avec plus de 590 membres. Ashoka vise à identifier et à **soutenir les entrepreneurs sociaux dans le monde entier**. Grâce à l'initiative « [Réseaux de la diaspora](#) », Ashoka souhaite soutenir les dirigeants, groupes et organisations de la diaspora en renforçant leur rôle de catalyseurs de changement.



Ashoka défend l'idée que les diasporas disposent de nombreuses compétences et sont des **acteurs du changement et des partenaires dans la construction d'un écosystème, à la fois dans les pays de départ et de destination**. Il est important de rendre public, via les médias, le fait que les associations issues de la diaspora sont des partenaires dans le double espace de départ et d'accueil. Cela pourra aider à changer les représentations et le récit sur les migrants et les diasporas.

Le programme « [Promouvoir des migrations axées sur le développement](#) » porté par la GIZ



Le programme mondial « Promouvoir des migrations axées sur le développement » accompagne une quinzaine de pays partenaires (dont 4 pays africains) depuis 2009 à tirer parti des avantages de la migration régulière et de l'engagement de la diaspora en faveur du développement durable. Ce programme vise à :

- Soutenir les pays partenaires dans l'élaboration de leurs politiques migratoires ;
- Renforcer la protection des droits des migrants ;
- Promouvoir la cohérence des politiques, l'égalité des sexes et la coopération avec la société civile ;

³ EUDiF est un projet pilote financé par la DG INTPA de la Commission européenne et mis en œuvre par l'ICMPD.

- Promouvoir l'investissement, l'échange de connaissances et l'innovation dans les pays partenaires en soutenant l'engagement de la diaspora en Allemagne en faveur du développement ;
- Renforcer les partenariats avec les organisations multilatérales et internationales.

Ce programme, qui montre l'engagement du gouvernement allemand pour soutenir les initiatives portées par la diaspora, a permis la mise en place de plusieurs **bonnes pratiques** :

- **Les diasporas ont été associées dès l'élaboration de ce programme**, ce qui a permis de répondre à leurs besoins.
- La création d'un **Conseil consultatif** impliquant les diasporas et les autorités compétentes a permis de tisser de liens avec les communautés locales et d'ancrer les projets à l'échelle locale.
- Ce programme a permis la création d'un incubateur de la diaspora.

Une des **leçons apprises** dans le cadre de ce programme est que les entrepreneurs issus de la diaspora manquent d'accès à des financements et à des crédits pour lancer leur entreprise. Mais par la suite, ils ont les **mêmes besoins que tout autre entrepreneur** et devraient être en mesure de rejoindre l'écosystème du pays où ils se trouvent.

4) Comment favoriser l'engagement avec les diasporas : perspectives des pays du Processus de Rabat

Le deuxième panel a été l'occasion d'en apprendre davantage sur les **pratiques et les initiatives de plusieurs pays partenaires** du Dialogue en matière d'engagement de leur diaspora, en considérant des sujets transversaux, tels que l'entrepreneuriat, l'engagement local, ainsi que les stratégies impliquant plus particulièrement les femmes et les jeunes.

Perspectives des pays du Processus de Rabat

- **La perspective de la France**

Une **stratégie française** « [Migration et Développement](#) » comportant un volet sur l'apport des migrations régulières pour le développement durable sera prochainement publiée. Un Plan d'action associant les organisations de la société civile sera élaboré par la suite.

En parallèle, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français s'est doté d'une **stratégie interne de la diaspora africaine** qui vise à 1) connaître les diasporas présentes en France ; 2) mettre en place un dialogue avec ces diasporas et 3) soutenir ces dernières pour mobiliser leur expertise.

L'action de la France en matière d'engagement de la diaspora est particulièrement **tournée vers les jeunes générations et les femmes** qui disposent de besoins spécifiques.

- **L'expérience du Nigéria**

Le Nigéria a mis en place la [Commission des Nigériens de la Diaspora \(NIDCOM\)](#) qui a permis d'établir une cartographie des diasporas nigériennes. Par ailleurs, un **Sommet des diasporas** se tient en novembre chaque année et un **Fonds d'investissements des diasporas** à hauteur de 20 milliards de dollars a été créé pour soutenir des projets dans des secteurs prioritaires tels que les infrastructures, les soins de santé et l'éducation. Le lancement de ce dernier se situe dans le cadre d'efforts nationaux visant à renforcer les liens entre le Nigeria et sa diaspora, à promouvoir le développement national et à faire valoir les apports de nigériens vivant à l'étranger en tant qu'agents de changement et de développement.

Le Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE)

Le **Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur** (FAISE) est un fonds d'investissement et de garantie, mis en place par le Sénégal, pour promouvoir les investissements productifs des Sénégalais de l'Extérieur. Ce Fonds se donne pour ambition d'être le principal levier de promotion des investissements des Sénégalais de l'Extérieur, offrant ainsi un **accompagnement technique et financier à tous les Sénégalais de la diaspora** porteurs d'un projet de développement, dans le but de créer des emplois au Sénégal.

Par ailleurs, un Fonds spécial dédié à la valorisation des activités économiques des femmes de la diaspora, le « **Fonds des Femmes de la Diaspora** (FFD) », a vu le jour en 2014. Il vise à 1) accompagner les femmes dans l'identification de projets porteurs par l'intermédiaire du point focal du FAISE dans le pays de résidence ; 2) faciliter la mise en relation avec d'autres groupements de femmes et 3) suivre la mise en œuvre du projet et le réorienter si nécessaire. Depuis sa création, le Fonds des Femmes de la Diaspora a accompagné plus de 6 000 femmes entrepreneures de la diaspora sénégalaise.

L'approche « Migration et Développement » promue par l'Espagne

Une nouvelle **Loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale** a été adoptée en 2023 en Espagne. Elle vise notamment à renforcer le rôle de [l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement \(AECID\)](#).

Cette dernière a plusieurs priorités en matière de migration et développement :

- La coopération avec les pays d'origine de la migration est un enjeu central.
- Le sujet de la formation professionnelle est très important pour la création d'emplois dans les pays d'origine.
- Le Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) a permis à l'AECID de travailler avec les gouvernements des pays partenaires dans les pays d'origine.
- L'Espagne délivre des bourses pour les étudiants africains étudiant en Espagne.
- Les programmes de migration circulaire ont permis à 150 travailleurs sénégalais de travailler dans le domaine de l'agriculture en Espagne.
- Plusieurs accords de coopération ont été passés avec les pays partenaires, à la demande de ces derniers.
- L'AECID travaille depuis longtemps avec les agences de développement de l'UA (NEPAD) et de la CEDEAO dans une approche régionale.

Défis et recommandations générales pour mieux engager la diaspora

- Les organisations de la diaspora manquent souvent de confiance dans les autorités. Il est donc primordial de mettre en place des **partenariats basés sur la transparence et la confiance** entre autorités politiques et organisations issues de la diaspora.
- La coopération ne produit pas de résultats immédiats. Il est donc nécessaire d'**installer les mesures et les projets dans le temps long**, en engageant également les nouvelles générations issues des diasporas.
- Il est nécessaire d'impliquer et de valoriser les diasporas **à la fois dans les pays d'origine et dans les pays d'accueil** car elles sont vectrices de développement dans le double espace.
- Il est primordial d'associer les diasporas **dès la conception et au cours de l'élaboration des programmes, politiques, et stratégies** qui leurs sont dédiés (institutionnalisation de la diaspora).
- Des programmes d'appui à l'entrepreneuriat **spécifiquement dédiés aux jeunes et aux femmes** devraient être privilégiés.

- Les programmes impliquant la diaspora sont souvent cloisonnés et devraient être **liés à d'autres programmes**, tels que les programmes agricoles, en travaillant étroitement avec les diasporas dans ce domaine.
- L'accès des diasporas aux informations et aux données est insuffisant : il est nécessaire de **faciliter cet accès à l'information** sur les possibilités d'investissement notamment.

5) Soutenir l'impact socio-économique des diasporas et leur capacité d'investissement

Ce premier groupe de travail a permis de réfléchir collectivement à la manière de mieux **soutenir l'impact socio-économique des communautés de la diaspora et leurs capacités d'investissement**, en se concentrant plus spécifiquement sur l'engagement actif des femmes et des jeunes dans ces politiques et initiatives.

Les participants ont mis en avant les **défis** suivants :

- Absence de politiques et de systèmes de soutien aux pays d'origine pour aider leur diaspora à lancer une entreprise ou à investir ;
- Perceptions erronées sur les migrants à cause des récits existants sur les diasporas dans les pays d'origine et de destination ;
- Manque de liens des diasporas avec leur pays d'origine (ambassades, réseautage) ;
- Duplication de politiques et de mesures existantes (beaucoup d'initiatives existent déjà) ;
- Défi sémantique : migrant vs. expatrié ;
- Accès limité aux produits financiers dans les pays de destination ;
- Manque d'informations sur les investissements ;
- Défi de la double nationalité pour accès à financements ;
- Instabilité de l'environnement politique n'encourage pas la participation des diasporas dans leur pays d'origine.

Ce groupe de travail a également identifié une série des **bonnes pratiques** :

- Commission des Nigériens de la diaspora (NIDCOM) : reconnaissance du rôle clé et de l'engagement de la diaspora nigérienne dans l'élaboration des politiques et des projets de développement national ;
- Solutions numériques pour connecter les diasporas (plateformes, réseaux et bases des données) ;
- Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE) ;
- Projet d'accès à la propriété de la diaspora / obligations de la diaspora (Nigeria) ;
- Guichet unique pour la création d'entreprises en 24h (Niger, Sénégal et Cabo Verde) ;
- Ouverture de comptes d'épargne rémunérés pour les diasporas (Cabo Verde).

Recommandations issues du groupe de travail 1

- Modifier et renforcer les récits afin de **reconnaître le rôle des diasporas en tant qu'agent de changement** contribuant au développement des pays d'origine et de destination, en étroite collaboration avec les médias (enjeu de sensibilisation).
- Mettre en place des mesures permettant plus de **confiance et de transparence** afin d'encourager les diasporas à investir dans leur pays d'origine.
- Créer un **guichet unique destiné aux diasporas** pour avoir accès aux informations sur les politiques, les lois, les programmes, les fonds d'investissement et les événements.
- **Mieux structurer les organisations de la diaspora** autour d'une entité représentative.
- **Impliquer les diasporas dans la prise de décision** et le processus afin d'assurer que leurs besoins et priorités sont pris en compte (institutionnalisation de la diaspora).

- Soutenir les **initiatives portées par les femmes et les jeunes entrepreneurs** (fonds d'investissement, mentorat, formations, réseaux).
- **Offrir des possibilités de dialogue** entre les gouvernements, les entreprises et les organisations de la diaspora afin d'identifier les opportunités d'investissement.

6) Maximiser l'impact des transferts de compétences et des programmes d'échange de connaissances sur le développement national

Ce deuxième groupe de discussion avait pour objectif de réfléchir collectivement à la manière de **maximiser l'impact des programmes de transfert de compétences et d'échange de connaissances sur le développement national**, en se concentrant plus spécifiquement sur l'engagement actif des femmes et des jeunes dans ces politiques et initiatives.

Les participants ont mis en avant les **défis** suivants :

- Difficulté à garantir le succès des partenariats d'échanges de savoir-faire ;
- Grande diversité des besoins au sein de la diaspora et des jeunes générations ;
- Portabilité des droits sociaux ;
- Numérisation de la reconnaissance des diplômes et des systèmes de permis de conduire ;
- Manque de données sur les compétences et les intérêts de la diaspora et sur les besoins du marché de travail.

Ce groupe de travail a également identifié une série des **bonnes pratiques** :

- Transfert de savoir-faire : GIZ organise des missions de courte durée de la diaspora dans 14 pays partenaires ;
- Création de réseaux entre professionnels / spécialistes : réseaux d'associations de scientifiques espagnols à l'étranger, association de médecins tunisiens en Allemagne, partenariats entre hôpitaux publics et psychologues tunisiens ;
- Création d'espaces pour aborder les questions relatives à la diaspora, mise en contact avec les acteurs clés, notamment les ambassades et les entrepreneurs ;
- Célébration des membres de la diaspora ayant réussi à l'étranger (Nigeria, Irlande, Cabo Verde) ;
- Création d'un guichet unique (Gambie).

Recommandations issues du groupe de travail 2

- Créer une culture autour de la valeur et de la **valorisation des contributions de la diaspora**.
- Identifier et **faire correspondre les compétences de la diaspora aux besoins du pays** en encourageant tous les segments de la diaspora à promouvoir l'adoption de stratégies, en s'appuyant sur les universités et les chercheurs et en utilisant les nouvelles technologies.
- Développer un **portefeuille diversifié de programmes de transfert de compétences**, y compris des compétences bénévoles, des transferts de compétences à court terme et des approches d'attraction de talents à long terme.
- **Identifier les points problématiques** pour que la diaspora s'engage à la fois dans les pays d'origine et de destination.
- Utiliser efficacement les **outils numériques** pour améliorer tous les services aux citoyens, y compris la diaspora.
- **Améliorer l'accès à l'information** et aux services personnalisés pour la diaspora.
- **Impliquer la diaspora dès le début des projets** et des initiatives afin de renforcer la confiance et la responsabilité.

- Prévoir **l'engagement des générations futures de la diaspora** en se connectant au continent africain, en promouvant des connaissances fiables, notamment sur l'histoire, la trajectoire, les ressources, l'état de l'art et les opportunités de l'Afrique, et en reliant à l'Agenda 2063.

7) Engager la société civile pour un meilleur impact sur le développement

Pour la première fois un événement parallèle avec des organisations de la société civile (OSC) issues de la diaspora a été organisé afin de **créer un espace d'échanges et de dialogue** entre ces dernières et les pays partenaires du Dialogue.

Les organisations de la diaspora ont eu la possibilité de présenter leur travail, de discuter avec les représentants gouvernementaux des pays partenaires du Dialogue et de mettre en lumière les leçons apprises et bonnes pratiques dans le cadre de projets impliquant la diaspora. En retour, les pays partenaires du Dialogue ont eu l'opportunité de mieux comprendre les besoins et les obstacles rencontrés par les OSC et de tirer parti de leur expertise, de leurs idées et de leur expérience de terrain.

Un nouveau format dans le cadre du Processus de Rabat

Constamment à la recherche d'activités permettant la collaboration, l'inclusion et l'innovation, le Secrétariat Processus de Rabat, en étroite collaboration avec le Portugal et le Sénégal, a souhaité organiser cet événement afin de **renforcer son engagement avec les OSC** en créant des espaces d'interaction et de discussions. En effet, les OSC ont un rôle crucial à jouer en tant qu'intermédiaires entre les communautés de la diaspora et les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes. Cet événement a permis aux pays partenaires et aux OSC de se réunir dans un cadre détendu et informel et de partager leurs points de vue, de discuter des défis rencontrés et d'explorer les pistes de collaboration future.

Une dizaine d'OSC ont participé à cet événement :

- **African Union Diaspora Youth Initiative/L'Initiative pour la Jeunesse de la Diaspora de l'Union Africaine** : initiative de la Mission permanente de l'UA auprès de l'UE pour promouvoir l'implication et la collaboration entre les jeunes de la diaspora et leurs organisations à travers l'Europe, mobilisant les jeunes de la diaspora pour s'impliquer activement dans le paysage socio-économique et politique africain.
- **Ashoka** : le plus grand réseau d'entrepreneurs sociaux au niveau mondial.
- **Associação dos Amigos e Filhos de Farim (A.F.A.F.C.)** : association promouvant l'intégration des Guinéens au Portugal et leur engagement en Guinée-Bissau.
- **Réseau de la société civile sur la migration et le développement (CSOnetMADE)** : plateforme rassemblant des organisations de la société civile au Nigéria qui soutiennent et défendent les migrants.
- **Centre for Enterprise Learning – Management for Development Foundation (MDF)** : branche ghanéenne de l'OSC MDF Afrique de l'Ouest, axée sur les questions de migration et de développement.
- **Maroc entrepreneurs** : organisation qui promeut l'esprit d'entreprise et l'investissement au Maroc auprès de la diaspora marocaine résidant en France.
- **Plataforma Associação Cabo Verde Diaspora (PLTCVD)** : organisation qui vise à renforcer les liens entre le Cabo Verde et sa diaspora afin de renforcer le tissu diasporique à travers différents continents.
- **Réseau Migration Développement (REMIDEV)** : plateforme qui rassemble plusieurs ONG et associations sénégalaises travaillant sur la migration au Sénégal.
- **Repat Africa** : organisation qui compte aujourd'hui 400 membres et se consacre à la mobilisation de la diaspora africaine en vue d'investir, de créer des entreprises et de s'installer en Afrique.

L'importance de s'engager activement avec les OSC pour un meilleur impact sur le développement

Les OSC de la diaspora agissent dans différents domaines :

- Elles collectent des fonds pour l'investissement et la philanthropie ;
- Elles aident les migrants et les communautés de la diaspora à s'intégrer dans les communautés de résidence ;
- Elles construisent des réseaux d'influence et de richesse qui soutiennent l'esprit d'entreprise de la diaspora et le transfert de capitaux ;
- Elles servent d'interface et de médiateur entre les diasporas et les autres parties prenantes.

Ces organisations ne doivent pas être vues uniquement comme des bénéficiaires ou des groupes de personnes à consulter mais bien comme **des partenaires à part entière** : elles sont en effet en mesure de relayer les besoins et les attentes des diasporas auprès des gouvernements. A cet égard, lors de la réunion thématique sur l'engagement des diasporas, le Sénégal et le Nigéria ont mentionné le partenariat actif qu'ils entretiennent avec leur diaspora et la GIZ a mis en avant le rôle du Conseil consultatif impliquant les diasporas et les autorités compétentes mis en place dans le cadre du programme mondial « Promouvoir des migrations axées sur le développement. »

Le Processus de Rabat estime qu'il est important de veiller à ce que les voix, les perspectives et les intérêts des communautés de la diaspora soient entendus et représentés dans les **processus de prise de décision et le développement des politiques**.

Conclusions et voie à suivre

Plusieurs résultats se dégagent de cet événement parallèle :

- Cet événement a permis d'accorder une place non seulement aux petites organisations mais également aux **organisations faitières et aux plateformes**, telle que la Plateforme de la diaspora cap-verdienne (PLTCVD) et Remidev.
- Il a également montré l'importance d'adopter différents types de modèles et de structures : les OSC présentes n'étaient pas des organisations caritatives qui sont en demande de subventions gouvernementales mais elles disposent d'un **modèle d'adhésion payante et disposent de fonds propres**.
- **Le réseautage est capital** : les gouvernements sont désireux de créer des bases de données sur les diasporas et de tirer parti des investissements de ces dernières. A titre d'exemple, Maroc Entrepreneurs et Ashoka créent des réseaux d'investisseurs et d'entrepreneurs de la diaspora.
- Les organisations de la diaspora ont un **fort impact sur le développement des pays d'origine et des pays d'accueil**, comme l'a montré l'A.F.A.F.C., l'association promouvant l'intégration des Guinéens au Portugal et leur engagement en Guinée-Bissau.

L'organisation d'un événement parallèle mettant en avant les organisations de la société civile a été une initiative saluée par la grande majorité des participants qui ont relevé la pertinence et l'importance d'une telle plateforme pour **nourrir le dialogue** et informer sur les organisations travaillant au plus près de la diaspora.

L'inclusion des OSC a été reconnue comme une composante essentielle du Dialogue et l'expérience de terrain des OSC a été jugée comme **centrale à l'élaboration de recommandations** pertinentes et inclusives.

Les participants ont souligné un intérêt marqué pour les échanges informels avec les organisations présentes, et ont émis le souhait de voir plus d'organisations et autres parties prenantes représentées.

Enfin, les participants ont manifesté leur enthousiasme pour la **pérennisation de tels événements** dans le cadre du Processus de Rabat, insistant sur le rôle crucial des organisations de la société civile et l'importance de leur inclusion au sein du Dialogue et en tant que parties prenantes régulières.

Analyse de la participation à la réunion thématique et l'événement parallèle⁴

- L'évènement a attiré un public varié de 110 participants provenant de 33 pays partenaires.
- Les participants sont globalement très satisfaits de la qualité des échanges et présentations de la réunion thématique, avec une moyenne de satisfaction de 4.4/5.
- L'événement parallèle impliquant les organisations de la société civile a suscité de nombreux commentaires positifs et a été salué comme une initiative pertinente, importante, et à pérenniser dans le cadre du Dialogue. L'inclusion des OSC a été reconnue comme une composante essentielle du Dialogue et l'expérience de terrain des OSC a été jugée comme centrale à l'élaboration de recommandations pertinentes et inclusives.
- L'événement a été largement relayé sur les réseaux sociaux du Processus de Rabat, avec 16 tweets et 3 posts LinkedIn qui ont conduit à 3354 impressions sur X et 5039 réactions sur LinkedIn.

⁴ Cette analyse se fonde sur les réponses fournies par les participants aux formulaires d'évaluation.